

**RAPPORT D'OBSERVATION DU  
PROCESSUS REFERENDAIRE PAR LA  
COSOME**

**BUJUMBURA, AVRIL 2005**

## **REMERCIEMENTS**

Le présent rapport est l'aboutissement heureux d'un effort concerté. Nous éprouvons de ce fait, une imposante dette de reconnaissance envers tous ceux qui ont aimablement participé à son achèvement.

Qu'il nous soit permis de remercier, le Centre Canadien d'Etudes et de Coopération Internationale (**CECI**) pour son appui à la mise en place des structures de la COSOME et à la tenue de ses réunions ordinaires et extraordinaires. Cet appui nous a été d'une grande utilité dans ces premiers pas du monitoring des élections dans notre pays.

Nous aurons été d'une ingratitude sans limite en passant sous silence les nombreuses actions engagées par l'ONG Belge **11.11.11**, qui étaient destinées à la réussite de la mission que la COSOME s'est assignée. Nous pensons particulièrement à l'appui financier qu'elle nous a généreusement donné et qui nous a permis de former les observateurs et leur déploiement dans les centres et bureaux de vote. Nous lui présentons nos sentiments de reconnaissance.

Nos remerciements vont également aux ONGs Belges et Américaines : **ICCO** et **Search For Common Ground** et à travers cette dernière, l'Agence Américaine pour le développement international **USAID**.

Nous éprouvons un réel plaisir à remercier également l'ONG Sud Africaine : Electoral Institute of Southern Africa (**EISA**) pour son soutien à la formation des formateurs des observateurs et pour avoir accepté de partager avec la COSOME sa longue et précieuse expérience dans l'observation des élections.

Nos sentiments de gratitude sont adressés également au réseau Peace Tree Network (**PTN**) pour son appui à l'atelier de validation et de restitution du présent rapport.

Nous tenons aussi à remercier la Commission Electorale Nationale Indépendante (**CENI**), pour la confiance qu'elle a vite placée en la COSOME, sa bonne collaboration avec notre coalition et pour nous avoir donné des accréditations qui nous ont permis d'observer le scrutin référendaire.

Nous présentons également nos sentiments de remerciement à toutes les organisations membres de la COSOME, pour s'être données corps et âmes et pour leur disponibilité à différentes activités prévues par notre coalition. Ce rapport est le résultat de leur bonne détermination.

Que les efforts consentis par les organisations membres de la COSOME et ses partenaires soient renforcés pour être à la hauteur de l'observation des différents scrutins qui présentent plus d'enjeux politiques que le scrutin précédent.

Enfin, nous remercions l'équipe qui s'est penchée à la rédaction du rapport pour son efficacité et son attachement à sa finalisation.

## TABLE DES MATIERES

	Page
<b>0. REMERCIEMENTS.....</b>	<b>0</b>
<b>I. INTRODUCTION GENERAL.....</b>	<b>3</b>
<b>1.1. APERCU DU PROFIL DU BURUNDI.....</b>	<b>3</b>
<b>1.2. LE PROCESSUS ELECTORAL BURUNDAIS DE 2005.....</b>	<b>4</b>
<b>II. LES PHASES DU PROCESSUS ELECTORALES.....</b>	<b>6</b>
<b>2.1. La phase pré-électorale.....</b>	<b>6</b>
❖ La mise en place du cadre juridique et organique.....	6
❖ La campagne d'éducation civique et électorale des citoyens.....	7
❖ L'inscription au rôle.....	8
❖ La formation des agents électoraux, des délégués des partis politiques et des observateurs indépendants.....	10
❖ La formation et la sensibilisation des acteurs politiques.....	10
❖ La campagne électorale .....	11
<b>2.2. La phase électorale .....</b>	<b>11</b>
❖ La Coalition de Société Civile pour le Monitoring des Elections au Burundi ( <b>COSOME</b> ).....	11
❖ L'observation du referendum constitutionnel du 28 février 2005.....	12
➤ Déroulement des opérations de vote :.....	13
▪ Les bureaux de vote.....	13
▪ La ponctualité des opérations de vote.....	14
▪ Le matériel électoral.....	14
▪ Le comportement des agents électoraux.....	15
▪ Le comportement des électeurs.....	16
▪ Le comportement des agents de sécurité.....	17
▪ Le comportement des délégués des partis politiques.....	18
▪ Le comportement de certaines autorités politiques et Administratives.....	19
▪ Le comptage des voix.....	20
<b>2.3. La phase post-référendaire.....</b>	<b>21</b>
❖ Les réactions au sein des opinions diverses.....	21
❖ Les atouts et les raisons de succès de la COSOME.....	22

<b>III CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>23</b>
<b>ANNEXES.....</b>	<b>25</b>
<b>I. LISTE DES PARTIS POLITIQUES PAR ORDRE D'AGREMENT .....</b>	<b>26</b>
<b>II. LISTE DES ASSOCIATIONS ET COLLECTIFS MEMBRES DE LA COSOME..</b>	<b>27</b>
<b>IV. TABLEAU RECAPITULATIF DES RESULTATS DU REFERENDUM .....</b>	<b>28</b>

## I. INTRODUCTION

### 1.1 APERCU DU PROFIL DU PAYS.

Le BURUNDI est situé dans l'hémisphère sud dans la région dite des Grands Lacs africains.

Il s'étend sur une superficie de 27.834 km<sup>2</sup>. Cette superficie est comparable à celle d'autres pays comme la Belgique (son ancienne métropole): 30.500Km<sup>2</sup> ; celle du Lesotho : 30.000Km<sup>2</sup> et celle du Rwanda son voisin : 26.338 Km<sup>2</sup>. Le Burundi se trouve à 1100Km de l'Océan Indien et à plus de 2.100Km de l'Océan Atlantique. Ces distances mettent en évidence son enclavement et sa continentalité à l'intérieur du continent africain. On trouve à sa frontière Est et Sud-est la Tanzanie, au Nord le Rwanda et à l'Ouest la RD du Congo.

Ancienne colonie belge, le Burundi a accédé à l'indépendance le 1<sup>er</sup> juillet 1962 en même temps que son voisin du Nord, le Rwanda. Son parcours vers la souveraineté nationale n'est pas différent de celui de beaucoup d'autres pays africains où du sang a été versé avant d'obtenir l'indépendance. C'est dans ce contexte qu'il faut placer les différents assassinats politiques et les événements sanglants successifs connus par le pays depuis l'époque de la lutte pour l'indépendance.

La géopolitique mondiale et régionale a toujours pesé de son poids sur la vie politique du Burundi depuis la période précitée. Déjà à l'époque de la guerre froide, les rivalités entre les grandes puissances du monde, l'URSS et l'Occident et même la Chine se sont fait sentir sur la conduite des affaires et le comportement politique de la part des acteurs politiques. Au niveau régional, les rivalités politico-ethniques internes au Burundi ont subi les pesanteurs des contrecoups résultant des rivalités des superpuissances sur les voisins du Burundi comme la Tanzanie et le Congo (Kinshasa). Les événements sanglants qui ont marqué l'Histoire politique récente du pays et qui ont culminé à la guerre de dix ans (1993-2003) ne peuvent donc pas être pris en considération isolément de cette géopolitique compliquée qui a entouré ces événements.

Les données démographiques connues actuellement sont à prendre avec beaucoup de circonspection étant donné que le dernier recensement dans ce domaine remonte à l'année 1992 avant la guerre. Du point de vue électoral, il s'agit d'un point de carence significative pour mieux maîtriser une bonne opération d'inscription au rôle des électeurs et pour la proportionnalité de la représentation législative. La population qui est tenue en compte aujourd'hui est de plus ou moins 7 millions d'habitants comptant en son sein plus de 3 millions de citoyens en âge de voter.

Sur le plan économique, le Burundi organise des élections sur un fond de crise économique sans précédent. Tous les indicateurs économiques montrent à suffisance que le pays mène pratiquement une situation économique de survie et sous perfusion de l'assistance internationale. Le taux d'inflation est un des plus élevés d'Afrique, le dysfonctionnement et la paralysie du système et de l'appareil de production faute de moyens et de ressources combinés à la démobilisation de l'appareil administratif sont des facteurs qui ont contribué à l'aggravation de la crise. Privé des ressources financières propres, le Gouvernement de transition est en constant appel du pied des bailleurs des fonds même pour les besoins de financement du budget ordinaire de

fonctionnement ou pour faire face à des mouvements de crises sociales comme les grèves répétitives notamment dans les secteurs de l'enseignement et de la santé.

Ce tableau plutôt sombre complique un environnement déjà alourdi par d'autres maux comme la pandémie du SIDA et de la Malaria aux conséquences indescriptibles sur la santé de la population dans son ensemble. Ces pandémies produisent les mêmes effets en matière de ravage de vies et de ressources humaines. Tous les ménages, pris collectivement et individuellement au Burundi, sont concernés par ces fléaux.

Le Burundi connaît depuis 2002 un régime de gouvernement de transition issu de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi signé en août 2000 et des Accords de cessez-le-feu conclu un peu plus tard entre ce Gouvernement de transition et les différents mouvements armés qui ont accepté de se joindre à l'Accord précité. Il s'agit à proprement parlé d'un « régime partitocratie » dans lequel, pour le compte des formations politiques agréés avant les autres, chaque parti politique dispose d'un nombre convenu de postes soit dans les principales institutions du pays (Assemblée Nationale, Sénat Gouvernement), soit dans les rouages du pouvoir du pays (Cours et Tribunaux, grands commis de l'Etat).

Il existe dans le paysage politique burundais d'avant les élections 35 (trente cinq) partis politiques (Voir annexe1). Les uns sont plus représentatifs que les autres sur l'échiquier politique national voire au niveau de l'assise populaire de ces partis.

Les élections de 2005 au Burundi, même si elles ont connu un début controversé au sein des protagonistes politiques burundais, sont appelées à insuffler une bouffée d'oxygène tant au processus de paix et à la démocratisation du système politique du pays. Le nœud gordien du jeu politique burundais à dénouer est le départage du pouvoir entre ces trente cinq partis politiques sans pouvoir compter sur les alliances possibles et dans un contexte hanté par la disparition pour certains.

## **1.2. LE PROCESSUS ELECTORAL (PE) BURUNDAIS DE 2005.**

Le Burundi n'est pas à sa première expérience électorale. Après celle des scrutins de 1961 qui ont conduit le Burundi à l'indépendance nationale, le Burundi a connu trois scrutins dont les principaux sont ceux de 1965 et 1993. Ces scrutins ont la principale caractéristique commune d'avoir été organisés dans un contexte du pluralisme politique partisan. Ils ont aussi la particularité d'avoir été suivis par des crises politico-ethniques. Les élections de 1961 ont été suivies par l'assassinat du Prince Louis RWAGASORE et les remous politiques au sein du parti de l'indépendance, celles de 1965 ont débouché sur la première confrontation physique parmi la population paysanne de l'intérieur du pays et le complot contre l'institution monarchique, tandis que les élections de 1993 se confondent dans la mémoire collective avec la crise sanglante qu'a connu le Burundi pendant une décennie. Ces dates ont été aussi ponctuées par une autre série noire d'évènements sanglants qui ont marqué négativement la vie politique et économique du pays. Il s'agit des évènements dits de 1969, 1972, 1988 pour ne citer que ceux-là.

Les conséquences de ces divers évènements sanglants comme l'instabilité politique qui est source de crise économique, de guerre et de crise sociale, ainsi que le phénomène d'exil à l'intérieur et à l'extérieur du pays se sont avérés le lot quotidien subi par les citoyens burundais. La relance de la démocratisation des institutions du pays était

soumise à une suite de défis tenaces et difficiles à relever. La peur et la fracture de la confiance réciproque au sein des acteurs politiques, la profondeur du déficit en terme du patrimoine de cohabitation commune entre citoyens d'ethnies différentes ainsi que le niveau élevé de la banqueroute idéologique des partis politiques grandis et élevés dans un environnement essentiellement et beaucoup plus ethnisant que rassembleur.

Le succès du processus électoral burundais est à voir dans le prix des efforts à investir par les différents partenaires, en particulier les citoyens sous toutes leurs tranches et organisations (population, société civile), les institutions et les partis politiques, les organes habilités de l'Etat et les acteurs étrangers.

Conçu et initié dans le cadre des négociations d'Arusha, le **processus électoral burundais de 2005** devrait couronner une phase importante du processus de paix qui porte le même nom. Comme dit plus haut, ce processus électoral devrait consacrer la fin du régime de transition en place au Burundi et inaugurer l'ère de nouvelles institutions démocratiques.

L'**Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi** prévoit dans son protocole II chapitres 1 et 2 un ensemble de dispositions pertinentes qui définissent les principes constitutionnels sur le régime de la transition et déterminent les voies et moyens d'organiser les élections. Ces voies et moyens sont explicitement indiqués dans le même protocole dans ses articles 5 et 20.

Le **Protocole II de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi** contient pratiquement les principes qui ont guidé le Gouvernement et les législateurs pour préparer la charpente de la future Constitution post-transition et tout ce qu'elle contient qui a trait à l'organisation des élections.

Il sied de signaler qu'il s'est même développé un courant anti-conformiste contre le respect strict des dispositions d'Arusha et favorable à l'amendement de la Constitution intérimaire de transition. L'amendement subsidiaire sur la possibilité éventuelle des Présidents qui ont conduit la Transition a porté ombrage à d'autres projets d'amendements de fond comme l'élection du Président de la République au suffrage universel. Le courant ci-haut rappelé a vite fait de s'émousser sous le coup de l'argument selon lequel les partisans de ce courant, étant aux commandes de l'Etat, allaient engager le pays dans un débat politiquement stérile au risque de prolonger la transition.

## **II. LES PHASES DU PROCESSUS ELECTORAL DE 2005.**

Malgré le contexte particulièrement difficile décrit ci-avant, en dépit de l'absence manifeste de la volonté de certains acteurs au premier rang desquels se trouve le Gouvernement et vue l'inexistence des moyens propres de l'Etat et la torpeur des partenaires étrangers sous certains aspects, il y a lieu d'examiner et de suivre le processus électoral de 2005 au Burundi en procédant par analyse logique des différentes étapes qui marquent le parcours de tout processus électoral, indépendamment des aléas politiques et d'autres facteurs impondérables matériels. Ce schéma d'analyse a le privilège de dégager la responsabilité des intervenants dans le processus et les raisons de l'échec des scrutins le cas échéant.

Dans cet ordre d'idées, l'on distingue trois types d'intervenants agissant suivant les degrés de responsabilité différents. Il s'agit respectivement du Gouvernement qui a la mission de conduire, piloter, coordonner et de pourvoir les ressources humaines, matérielles et financières en vue d'assurer le succès du processus électoral. Il s'agit en outre des autres intervenants comme les législateurs, les partis politiques et la société Civile qui, parmi leurs rôles, jouent celui d'animateur, d'organisateur et celui de garde-fou pour le compte des citoyens. Il s'agit enfin des citoyens proprement dits qui refusent de subir l'extrême contrainte de l'intérêt partisan en veillant à la sauvegarde de l'intérêt général et des valeurs fondamentales d'une société.

## **2.1 La phase préélectorale**

### **❖ La mise en place du cadre juridique et organique.**

Cette phase préliminaire devait correspondre avec la mise en place d'un cadre juridique et organique avant le démarrage du processus électoral. Il s'agissait de la promulgation des textes fondamentaux et législatifs, nommément la loi fondamentale ou la Constitution, le code électoral et la loi sur l'Administration communale. Au niveau organique, la mise sur pied de la Commission Electorale Indépendante (CENI) constituait un autre préalable indispensable avant l'amorce du processus électoral.

L'étape sous examen n'a pas répondu à temps aux attentes exprimées par tous les observateurs de la scène politique burundaise. Au terme d'un débat politique répétitif, la Constitution Intérimaire de Transition est sortie difficilement des arcanes législatives avant d'être soumise au référendum constitutionnel du 28 février 2005. La CENI na vu le jour que le 2 septembre 2004 c'est-à-dire quatre ans après l'adoption de l'Accord d'Arusha et à quelques quatre mois des élections qu'elle doit piloter.

Les Commissions Electorales Provinciales Indépendantes ont été mises en place le 4 novembre 2004 un peu plus de trois mois avant le déroulement du référendum.

Le cumul des retards accusés par les organisateurs du processus électoral au cours de cette étape de mise en place du dispositif légal est fort préjudiciable à la suite du processus électoral. Ce qui est surprenant est que les instances habilitées à préparer et voter les lois, en l'occurrence le Gouvernement et le Parlement, poursuivaient leur travail de législation habituelle en votant d'autres lois inscrits sur leur agendas respectifs. C'est ainsi que la première consultation populaire pour adopter la Constitution a eu lieu quand les autres lois cadres précités étaient encore en préparation. Ce retard est aussi responsable de l'absence d'un calendrier électoral connu d'avance et d'une préparation minutieuse conséquente des élections.

Quant à la CENI, elle a souffert de l'inexpérience du début, étant donné qu'elle a été confrontée aux épreuves du terrain aussitôt portée sur les fonds baptismaux. Comptant sur essentiellement des ressources extérieures, elle a souffert d'un manque criant des moyens financiers, matériels et humains. Presque laissée, semble-t-il, à elle-même par le Gouvernement pris dans la tourmente du débat évoqué plus haut sur le calendrier des élections et l'amendement de la Constitution, la CENI a dû recourir à l'expertise extérieur pour enfin redresser la situation. Plusieurs hypothèses ont été soulevées sur la neutralité de la CENI vis-à-vis du Gouvernement.



Le climat décrit ci-avant a prévalu jusqu'à l'organisation du référendum constitutionnel.

❖ La campagne d'éducation civique et électorale des citoyens.

La phase de la campagne d'éducation civique des citoyens en matière électorale s'inscrit dans le cours normal de tous les processus électoraux connus dans les pays en voie de démocratisation ou de restauration des institutions démocratiques. Cette étape s'était montrée, on ne peut plus pertinente au Burundi, compte tenu du climat et du paysage politiques déjà dépeints auparavant. L'absence d'une quelconque disposition relative à l'organisation de ce programme d'éducation civique important dans les textes législatifs et réglementaires est le reflet du peu d'attention accordée à ce programme aux effets positifs multiples pour le succès des scrutins à organiser.

Les organisations de la Société Civile (voir liste en annexe), qui avaient perçu la taille de cette lacune et le besoin de la combler, se sont constituées pour monter un **Programme d'Education civique et électoral des citoyens (P.E.C.E.C.)**. Elles ont organisé une campagne de formation des formateurs à travers les 16 provinces du pays. Ce programme, qui a pris cours au mois de novembre 2004 a été réalisé, grâce au concours financier du PNUD.

Les thèmes ont porté sur des sujets variés comme le jeu démocratique et le fonctionnement des institutions, le rôle dévolu aux organes de l'Etat dans un système démocratique, les droits et les devoirs des citoyens, les rapports entre les citoyens et les politiques, sur les textes fondamentaux régissant le fonctionnement de la Démocratie et sur le processus électoral proprement dit, ainsi que sur le rôle des groupes cibles comme les femmes, les jeunes et les corps de défense et de sécurité.

Les objectifs attendus du **P.E.C.E.C.** étaient entre autres :

- Apprendre aux citoyens de la base comment prendre part à la gestion du pays ;
- Rappeler aux citoyens leurs droits d'être élus et de se choisir des dirigeants ;
- Familiariser les citoyens aux méthodes de contrôle des institutions et des organes de l'Etat par mandat ou par délégation ;
- Partager les informations avec les citoyens sur les valeurs fondamentales de tolérance, de cohabitation pacifique, des libertés publiques et des devoirs civiques ;
- Amener les citoyens à comprendre le jeu politique sous toutes ses dimensions, jeu opposition-pouvoir et alternance ;
- Expliquer le statut et le rôle de l'homme politique ;
- Prévenir les citoyens contre les pratiques et les phénomènes contraires aux règles de bonne gouvernance et d'une gestion saine de l'Etat comme la corruption, la concussion le népotisme etc...

Les résultats attendus pouvaient se résumer en une information, une prévention contre les violences et une participation citoyenne à la conduite du processus électoral par le même citoyen. Nonobstant le temps limité, les ressources financières et humaines réduites par rapport à l'ampleur du programme, les organisations de la Société Civile sont parvenues à dispenser une formation à l'intention de quelques éléments par province à la satisfaction des électeurs.

❖ L'inscription au rôle.

L'enrôlement des électeurs signifiant l'identification des citoyens en âge de voter conformément à la loi, a été conduit par la CENI qui en avait la prérogative. Cette étape n'a pas manqué de soulever aussi nombre de préoccupations, compte tenu des conditions dans lesquelles elle a été organisée.

Selon les experts en gestion des systèmes électoraux, « la transparence et la légitimité des listes électorales donnent souvent lieu à des controverses dans beaucoup de pays africains. Ce qui mène à des contestations et des refus des résultats des scrutins ». Pour le cas d'espèce, l'absence des données démographiques fiables issues d'un recensement récent de la population ont constitué un handicap majeur pour la réussite de l'enrôlement. Cet handicap a été rendu plus complexe par le laxisme et l'improvisation des services de l'Administration chargés d'épauler la CENI en la matière.

L'étape de l'inscription au rôle étant le point de départ des autres opérations du processus électoral, il est admis que « des fausses listes électorales conduisent généralement à des élections bâclées ». Le droit de tous les citoyens en âge de voter doit être sauvegardé, comme celui de pouvoir revendiquer en temps réglementaire de figurer sur la liste électorale en cas de lèse. C'est aussi le moment d'éviter les effets pervers comme les inscriptions multiples, de la manipulation des listes électorales, susceptibles de provoquer des incertitudes qui sont sources de tension politique avant les scrutins proprement dits.

La composition des listes des électeurs pour le référendum constitutionnel a fait à son tour l'objet de préoccupation au sein des partenaires politiques. Fondée ou pas, l'observation sur le terrain a permis de relever une série de cas qui peuvent vérifier cet état de fait. Il s'agit entre autres:

- **du manque de carnets d'inscription au rôle et d'autres matériels de recensement surfait dans certaines localités du pays (Nyabiraba et Mugongo Manga dans Bujumbura rural) ;**
- **des cas d'intimidation de certains citoyens pour empêcher les autres à se faire enrôler ;**
- **l'ambiguïté autour des directives sur le type de document d'identité à présenter devant l'agent électoral au moment de l'inscription (carte d'identité nationale, carte de baptême, permis de conduire) ;**
- **le risque inhérent au cas précité d'ouvrir la porte à des non-ayant droits, comme les étrangers, à se faire inscrire au rôle ;**
- **les difficultés techniques rencontrées lors de la saisie des listes électorales qui ont provoqué des doubles écritures pour les mêmes électeurs ;**
- **l'infiltration perçue tardivement par la CENI des éléments perturbateurs au moment de la saisie des listes électorales ;**

- **la peur qui hantait toujours les citoyens peu enclins à se porter sur les listes électorales compte tenu de l'expérience malheureuse du passé ;**
- **l'interrogation dans le chef de certains citoyens sur l'opportunité de voter une Constitution déjà en vigueur.**
- **la pertinence des élections après temps de malheurs pour certains qui ont refusé de se faire enrôlés surtout dans les centre urbains.**

Si la question de l'inscription au rôle a fini par rallier la majorité des partenaires dans le processus électoral, il ne reste pas moins vrai qu'une campagne de sensibilisation des citoyens et une implication en temps voulu des services en charge de l'Administration auraient aidé à éviter les équivoques les manquements de parcours ci-haut repris. Des corrections en cours du processus électoral ont été promises par la CENI.

❖ La formation des agents électoraux, des délégués des partis politiques et des observateurs indépendants.

Cette étape s'avère aussi importante pour l'organisation des élections afin d'éviter l'improvisation et garantir la transparence des scrutins. Il est connu que les agents électoraux nommés par la CENI, les délégués mandatés par les partis politiques et les observateurs indépendants de la Société Civile devaient faire preuve de probité morale et de connaissance générale sur le déroulement des opérations de vote. Il avait été admis que les trois catégories subissent une formation appropriée. Une fois de plus le temps a fait défaut pour les deux dernières. Les agents électoraux de la CENI ont été les seuls à passer devant quelques formateurs. Les observateurs de la Société Civile ont suivi un programme accéléré alors que rien ne permet de croire que les mandataires des partis politiques ont pu accéder à une formation du même type.

La formation des agents électoraux, des délégués des partis politiques et des observateurs indépendants, requiert une certaine méthodologie d'ensemble sur les textes fondamentaux, sur les procédures et les pratiques électorales. Cette formation leur permet de mieux collaborer après avoir eu la même appréhension, la même vision des problèmes pouvant surgir.

Aussi, ce qui a été observé est que chaque maillon d'une même chaîne a suivi de son côté une formation brève dans la programmation extra condensé sur le plan de la qualité. Des partenaires extérieurs comme l'EISA ont pris en charge la formation des observateurs indépendants de la Société Civile et l'IFS s'est occupé de celle des agents électoraux de la CENI.

La conséquence de ce qui précède, comme on le verra plus loin sur le terrain, lors du déroulement du référendum, il sera observé des cas attestant un manque de communication caractérisé entre les trois catégories, des signes de maîtrise partielle ou totale de la part de certains agents électoraux et des comportements pour le moins étranges de la part de certains délégués des partis politiques.

### ❖ La formation et la sensibilisation des acteurs politiques.

Il avait été aussi reconnu que dans le contexte burundais les acteurs politiques avaient besoin d'être sensibilisés sur les attitudes et comportements à adopter pendant la période électorale notamment sur tout ce qui a trait au respect de la loi, des procédures et du respect mutuel. Les organisations de la Société Civile en avaient exprimé le besoin exprès au cours de plus d'une rencontre avec la CENI et ses partenaires extérieurs. La proposition concrète d'un « code de conduite des partis politiques » est l'émanation de cette préoccupation fort judicieuse des organisations de la Société Civile.

En lieu et place d'un programme cohérent de formation ou d'atelier proposé, seules des échanges sur ledit code de conduite des partis politiques élaboré par les soins du Ministère de l'Intérieur ont été organisées. Les engagements de forme pour adhérer à ce code ont suivi ces échanges. Le fait de ne pas associer les organisations de la Société Civile chargée de veiller au respect du même code est à déplorer.

### ❖ La campagne électorale.

Cette étape correspond comme d'habitude aux manifestations publiques des formations politiques pour s'adresser directement aux citoyens. Sur le champ de la campagne, on y trouve donc les acteurs politiques et les citoyens, ce qui nécessite une attention particulière des observateurs et des autres intervenants. C'est aussi le lieu où se manifeste la plupart des errements capables d'affecter le processus électoral tels que : l'abus de confiance des électeurs, les intimidations de toutes sortes, les promesses illusoires et les pratiques de corruption etc...

La campagne pour le « oui » ou pour le « non » par les différents protagonistes de la scène politique burundaise s'est effectuée sans incidents perceptibles. Les pronostics et les projections sur les résultats étaient à la mesure des enjeux du scrutin.

On ne peut pas parler du partage équitable des ressources de l'Etat qui n'en avait pas mis à la disposition des partis politiques. Il y a cependant le fait indéniable de l'usage du charroi et du carburant de l'Etat à des fins de propagande lors des descentes sur le terrain des partis politiques dont les militants disposent au sein de l'appareil de l'Etat et des agences gouvernementales. Il y a aussi le militantisme affiché de la part de certains responsables administratifs en faveur du oui ou du non, en violation du principe de leur neutralité pendant la campagne électorale.

Comme pour la suite des événements, les médias écrits, audio et télévisé ont rivalisé d'élégance et de professionnalisme dans la distribution des tranches d'horaires pour permettre aux partis politiques de s'exprimer suivant les règles de l'équité. Cela s'est observé tout au long de la campagne jusqu'au jour du scrutin référendaire.

## **2.2. La phase électorale.**

### **❖ La coalition de la société Civile pour le monitoring des élections au Burundi (COSOME).**

Guidées par la motivation principale d'accompagner jusqu'à son succès le processus électoral en cours au Burundi et soucieuses de conduire ce pays à des institutions démocratiques viables, quelques organisations de la Société Civile (voir liste en annexe 2) oeuvrant dans les domaines de la vie du pays ont pris la décision de mettre en place une structure dénommée « **Coalition de la Société civile pour le monitoring des élections au Burundi, COSOME en sigle** ».

Créée pour une durée limitée de huit mois, la COSOME s'est fixée comme objectifs (voir Règlement d'ordre intérieur de la COSOME en annexe) notamment de :

- **mettre ensemble toutes les énergies de la Société Civile afin de mieux contribuer dans la promotion des élections paisibles, sereines et transparentes ;**
- **promouvoir l'éducation civique et électorale ;**
- **former les agents chargés de l'observation ;**
- **observer les élections ;**
- **dénoncer toutes irrégularités éventuelles ;**
- **produire un rapport final sur le déroulement général des élections ».**

Afin de se faciliter la réalisation de ses objectifs, la COSOME a pris l'option de se doter des organes comme un Bureau Exécutif et un Comité National de Coordination ( CNC) appuyés par des structures ad hoc qui sont les Commissions thématiques et les Comités Provinciaux de Coordination ( CPC).

Depuis son lancement, la COSOME a fait appel à des ressources financières de quelques organisations membres et des partenaires étrangers, conformément à son règlement d'ordre intérieur

### **❖ L'observation du référendum constitutionnel du 28 février 2005**

En date du 28 février 2005 la COSOME a pris une part active dans l'observation du scrutin précité. Elle a déployé sur l'ensemble du territoire 640 observateurs, soit 5% des centres de vote correspondant au moins à 20% bureaux de vote répartis dans toutes les communes du pays (128). Cela n'a pas couvert les besoins en observation prévus par la COSOME qui aurait aimé placer ses observateurs sur une plus grande échelle. Les contraintes de temps et des moyens financiers l'ont forcé à réduire le champ d'observation. L'unique satisfaction à priori étant d'avoir mené ses activités du début de la phase opérationnelle du processus électoral avec lucidité, courage et abnégation de la part des observateurs de la COSOME face aux défis qui viennent d'être rappelés ci-avant.

Le présent rapport d'observation se propose de passer en revue les phénomènes et les cas cités nommément qui méritent d'être retenus afin de servir de leçon pour le présent et le futur du processus électoral. Certains de ces cas ont l'apparence d'être mineurs et négligeables. Aux yeux des observateurs de la COSOME, leur répétition au cours des prochains scrutins risque d'entacher le bon déroulement de ceux-ci à cause de la

dimension des enjeux en présence. Avant de dégager les conclusions et les recommandations pertinentes, ce rapport d'observation reprend les réactions et les avis émis au gré des opinions sur ce référendum.

D'ores et déjà, le rapport conclut sur un avis favorable aux résultats de la CENI repris sur le tableau en annexe, étant donné qu'aucun élément observé sur le terrain n'a contribué sérieusement à la mise en cause de ces résultats et qu'aucun fait majeur n'ait été signalé par la COSOME ayant influencé de manière significative une tournure négative de ce scrutin.

➤ Déroulement des opérations de vote.

Sous ce chapitre, le rapport traite de l'observation effectuée au niveau des bureaux de vote, du comportement des agents électoraux et des délégués des partis politiques, des agents de sécurité et de l'Etat, des matériaux de vote etc..

Sur tout le champ d'observation, la forme la plus courante de violations des procédures électorales mise en évidence par les observateurs est l'intimidation des électeurs que l'on trouve d'ailleurs dans le comportement des intervenants, toutes catégories confondues. Ces intimidations ont été proférées soit sur le lieu de vote ou par voie d'écriteaux placardés dans les environs des bureaux de vote.

Trois cas de subtilisation ou de vol des bulletins de vote ont été signalés par les observateurs. C'est ainsi que deux personnes ont été attrapées en circonscription de Ngozi en possession de 591 bulletins blancs, un lycéen a été appréhendé en train de ramasser les bulletins jetés dans la poubelle alors qu'en celle de Cibitoke, un électeur a été aussi pris en flagrant délit avec des bulletins de la poubelle pleins ses poches. Tous ces délinquants se sont retrouvés entre les mains de la police.

▪ Les bureaux de vote.

Dans toutes les provinces, les bureaux de vote observés présentaient de manière générale des dispositions conformes aux normes fixées par la loi, sauf quelques cas d'irrégularités constatées dans divers endroits. Bien qu'en général également, les bureaux de vote ont ouvert les opérations de vote en temps réglementaire.

Ces cas d'irrégularités ont été identifiés dans plus d'un bureau de vote observé. Ils portent principalement sur les normes suivante violées soit par les vices de procédures et ou de formes :

- **des isolements qui laissent transparaître le mouvement à l'intérieur en violation de la règle du scrutin secret ;**
- **une mise en place des isolements rapprochés les uns des autres ;**
- **une disposition des isolements proches des ouvertures de l'extérieur comme les portes et les fenêtres laissant apercevoir ce qui se passe à l'intérieur de ces isolements ;**
- **des sacs poubelles de couleurs blanche et noire risquant de créer la confusion chez les électeurs ;**
- **des conditions matérielles de travail des agents électoraux jugés déplorables comme l'absence de bancs, de tables de travail sous la pluie et ou un soleil de plomb sans abri.**

CIRCONSCRIPTION	LOCALITE ET MANQUEMENT
NGOZI	- Des isolements mal placés.
BUBANZA	- Muzinda : quelques isolements rapprochés les uns des autres.
KARUSI	- Disposition des isolements non conforme à la règle du vote secret.
MWARO	- Voir ci-haut.
CIBITOKÉ	- Des isolements mal disposés et des poubelles placés loin de ces derniers.
BUJUMBURA RURAL	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gatumba : des poubelles aux couleurs différentes (blanches et noires) qui pouvaient désorienter les votants.</li> <li>- Les bousculades devant les isolements occasionnés par la présence de ces poubelles aux couleurs noires et blanches.</li> <li>- L'absence d'abris de bancs et de tables pour les agents électoraux.</li> </ul>
GITEGA	- Giheta : L'arrêt des opérations de vote suite aux intempéries.

▪ La ponctualité des opérations de vote.

L'observation a souligné le fait que 54% des bureaux de vote à travers les 16 provinces et la Mairie ont ouvert à temps suivant l'heure fixée par la loi à savoir 6h du matin tandis que 45,9% ont ouvert avec retard par rapport à cette heure.

Parmi les problèmes invoqués pour cette ouverture tardive des urnes on a cité celui du transport du matériel, les difficultés de manutention du matériel électoral comme les urnes, le réaménagement du dispositif du bureau électoral et le fait que certains agents électoraux ont dû attendre l'arrivée des observateurs indépendants et des délégués des partis politiques avant de procéder à l'ouverture des bureaux de vote.

▪ Le matériel électoral.

Les traits communs de l'observation faite sur le matériel de vote peuvent se résumer comme suit :

- **une gestion artisanale des listes électorales dont la complication s'est montrée déjà à la veille du référendum ;**
- **la rupture du matériel électoral comme les bulletins de vote, les enveloppes, les fiches de dépouillement sans être généralisée a été signalée dans quelques bureaux de vote ;**
- **la défectuosité et l'insuffisance de l'encre indélébile a été constatée dans beaucoup de bureaux de vote au point d'inciter des agents électoraux à recourir aux moyens de bord comme les tampons à cachets ou les feutres ;**
- **le manque de ciseaux, de bougies et de lampes torches.**

<b>CIRCONSCRIPTION</b>	<b>LOCALITE ET MANQUEMENT</b>
BUJUMBURA RURAL	- Benga et Kanyosha : rupture de stock des matériels de vote (encre, enveloppes et bulletins de vote).
NGOZI	- Rubuyell : insuffisance des bulletins de vote.
MURAMVYA	- Interruption des opérations de vote suite au manque de matériel de vote, problème des cartes d'électeurs pour les ex-rebelles en cantonnement à GASHINGWA.
BUJUMBURA MAIRIE	- Lycée de Cibitoke : manque de ciseaux, de matériel d'éclairage. - Camp Muzinda : manque de table de travail.
RUTANA	- Bubogora : absence des listes électorales sur les lieux transmises ailleurs.

▪ Le comportement des agents électoraux.

Les lacunes sur le niveau de formation des agents électoraux ont été suffisamment soulignées dans les pages qui précèdent. Ce qui a été relevé sur le terrain par les observateurs indépendant n'est que le reflet de ces lacunes et une illustration du niveau des connaissances relativement bas dans les procédures de supervision des élections.

Ces lacunes se sont manifestées de la manière qui suit, d'après les synthèses des rapports d'observation :

- **des attitudes de certains agents qui ont influencé les citoyens en plein exercice de leur droit et devoir civique;**
- **une mauvaise orientation des électeurs ou pas du tout pendant l'opération de vote;**
- **une incompétence en matière de procédures électorales**
- **le non respect de l'heure de fermeture des bureaux de vote à 16h00 comme le prévoit la loi sans qu'il y ait un seul votant encore en attente ;**
- **la confusion des agents électoraux sur le rôle des observateurs indépendants et celui des délégués des partis politiques ;**
- **le fait d'être trop libéral en acceptant des procurations non conformes aux procédures ou tout simplement des votes par procurations sans leur consignation ;**
- **une campagne déguisée du oui ou du non suivant les cas sur les lieux de vote par les militants des partis et par quelques agents électoraux, comme l'exhibition du bulletin de vote blanche ou noire à proximité du votant ;**
- **la tolérance sur les lieux de vote et de ses environs du port des signes distinctifs des partis politiques ;**
- **l'incapacité de consulter à une vitesse voulue les listes électorales ;**
- **la non conformité aux règles et consignes de la CENI sur les documents d'accréditation des observateurs ;**



CIRCONSCRIPTION	LOCALITE ET MANQUEMENT
RUTANA	- Bukemba : intimidation des électeurs par certains agents électoraux et incompétence de ces derniers.
BUBANZA	- Kampene : les présidents des bureaux de vote ont prié les observateurs indépendants de quitter ces bureaux.
RUTANA	- Votes de certains électeurs par mandat sans procurations formelles.
BURURI	- Kajabure : exhibition en vue de leur mise en évidence des bulletins de vote blancs tout près des électeurs.
KAYANZA	- Matongo : consultation difficile des listes électorales.
BUJUMBURA RURAL	- Ruziba : propagande publique en faveur du « non ».
KIRUNDO	- Mukenke : le non-assistance des électeurs qui en éprouvaient le besoin

▪ Le comportement des électeurs.

Dans toutes les circonscriptions observées, les électeurs se sont montrés très enthousiastes pour accomplir leur devoir civique. Ils l'ont montré en constituant déjà des files indiennes devant les bureaux de vote avant même l'heure annoncée de 6h00 du matin.

D'une manière générale, les électeurs se sont comportés comme il faut. Les observateurs ont toutefois remarqué que, malgré l'enthousiasme ambiant, la peur de voter était bien perceptible chez certains citoyens au moment de l'expression du vote. Le programme d'éducation civique et électorale a beaucoup manqué pour ce genre de citoyens encore gagnés par la peur. Le manque d'information en matière de procédures électorales, une manipulation douteuse et hésitante des outils électoraux comme les bulletins de vote et les enveloppes ainsi que l'incapacité à pouvoir s'orienter soi-même vers les isoloirs en ont été une manifestation fort remarquable par les observateurs.

A côté de ces faits qui relèvent de l'ignorance des procédures électorales, il y a eu des cas de violation volontaire de ces procédures comme dans toutes les autres catégories d'intervenants. C'est notamment :

- **le cas des témoins de Jehovah qui ont refusé qu'on leur imbibe de l'encre rouge sur le pouce parce que leur religion le leur interdit ;**
- **les cas des électeurs ayant aussi refusé d'entrer dans les isoloirs pour ensuite voter publiquement devant ces isoloirs.**
- **la présence de plus d'un votant dans le même isoloir.**

D'autres cas spécifiques sont résumés dans le tableau suivant :

<b>CIRCONSCRIPTION</b>	<b>LOCALITE ET MANQUEMENT</b>
BUJUMBURA MAIRIE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gihosha : refus d'entrer dans l'isoloir par un électeur quia choisi de jeter publiquement son bulletin noir dans la poubelle.</li> <li>- Vugizo : un journaliste a exprimé aussi publiquement son vote.</li> <li>- Un membre d'un parti politique a incité les électeurs à voter en faveur du oui par des termes menaçants « Votez oui tout le monde ».</li> <li>- Bwiza : un électeur lassé de ne pas retrouver son nom sur la liste électorale, a préféré détruire publiquement sa carte ' d'électeur.</li> </ul>
MAKAMBA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mabanda : un électeur a déchiré la carte d'électeur de son voisin après avoir refusé de voter pour le oui.</li> <li>- Mutwazi : tentative de ramasser tous les bulletins de vote blancs et noirs par un électeur.</li> </ul>
CIBITOKÉ	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Buganda : Deux jeunes électeurs se sont présentés au bureau de vote avec des cartes appartenant à d'autres électeurs.</li> </ul>
CANKUZO	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les votes par mandats sans procurations, dépôt dans les poubelles des enveloppes au lieu des urnes.</li> </ul>
BUJUMBURA MAIRIE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les votes par mandats sans procurations, dépôt dans les poubelles des enveloppes au lieu des urnes.</li> </ul>
BUBANZA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les votes par mandats sans procurations, dépôt dans les poubelles des enveloppes au lieu des urnes.</li> </ul>
KARUSI	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les votes par mandats sans procurations, dépôt dans les poubelles des enveloppes au lieu des urnes.</li> </ul>
MUYINGA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Refus de l'encre rouge sur les pouces.</li> </ul>

▪ Le comportement des agents de sécurité.

A part quelques situations déplorables de violation des procédures électorales, les agents de sécurité se sont bien comportés de manière générale. Il incombe cependant aux responsables des divers programmes de formation d'informer suffisamment les forces de l'ordre sur ce qui est interdit et permis et qui les concerne (distance et port d'arme), sur le rôle de chacun des intervenants pendant les opérations de vote (agents électoraux, observateurs indépendants et mandataires des partis politiques et leurs signes distinctifs respectifs).

Les cas à déplorer peuvent être échantillonnés comme suit :

CIRCONSCRIPTION	LOCALITE ET MANQUEMENT
NGOZI	- Kavumu : le tabassage d'un électeur qui a refusé de transporter les matériels électoraux par les forces de l'ordre.
BUJUMBURA MAIRIE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vugizo : des menaces proférées à un agent électoral pour des raisons inavouées.</li> <li>- Kiriri : des éléments des forces de l'ordre s sont permis d'entrer dans les bureaux de vote munis de leurs armes alors que c'est prohibé.</li> <li>- Kiriri : un militaire et un policier, après avoir refusé de se diriger vers l'isoloir, ont exhibé leurs bulletins noirs en demandant où il fallait les jeter.</li> </ul>
BUBANZA	- Rugazi : des policiers ont roué des coups à des électeurs sous prétexte d'assurer de l'ordre sur les lieux.

▪ Le comportement des délégués des partis politiques.

Quelques partis politiques seulement ont été vus dans les bureaux de vote dans certains endroits du pays. Ainsi les partis politiques ci-après ont répondu favorablement à l'invitation de la CENI à envoyer des délégués ou mandataires. Il s'agit du FRODEBU, du CNDD-FDD, de l'UPRONA, de l'INKINZO, du PALIPE AGAKIZA, du MRC RURENZANGEMERO, du RPB NTURENGANYWE, du FNL ICANZO, du PALIBU et du PP.

Comme le témoignent les quelques cas d'illustration suivants, les délégués des partis politiques n'ont pas subi une formation sur le sujet de l'observation des élections qui les concernait. C'est ainsi que dans les circonscriptions visitées, les observateurs indépendants de la Société Civile ont assisté en direct à des scènes de violation systématique des procédures électorales comme le non usage de la lettre d'accréditation de la CENI, l'absence de badges d'identification et la confusion entre leur rôle de militants de partis politique et d'observateur. Le fait, dans certains cas, de chercher à se substituer au rôle d'agent électoral en est une autre manifestation.

<b>CIRCONSCRIPTION</b>	<b>LOCALITE ET MANQUEMENT</b>
BUJUMBURA RURAL	- Des délégués des partis politiques MRC, FRODEBU et du CNDD-FDD avaient des lettres d'accréditation de leurs partis sans même les cachets de ces derniers et celui de la CENI.
MWARO	- Mbogora I: un délégué du parti CNDD-FDD a fait une campagne séance tenante en faveur du oui.
BUBANZA	- Gihanga : dans quelques bureaux de vote, des membres des partis politiques incitaient les électeurs à voter en faveur du oui sans être inquiétés.
KAYANZA	- Le port d'un chapeau aux couleurs de son parti par un délégué du MRC.
BUJUMBURA MAIRIE	- Kamenge et Kinama : des militants du CNDD qui tentaient de se substituer en agents électoraux.

- Le comportement de certaines autorités politiques et administratives.

Le comportement de certaines autorités politiques et administratives a soulevé, aux yeux des observateurs indépendants, quelques sujets de préoccupation à cause du rôle que ces autorités étaient supposées accomplir pour le succès de l'ensemble du processus électoral et de ce référendum en particulier. Bien que très peu de cas ont été inscrits sur le registre des manquements aux règles des procédures électorales, ils sont cependant riches en intensité et en portée compte tenu de leurs impacts sur le comportement des autres citoyens. Il y a surtout le fait que la loi ai été violée par ceux qui étaient tenus de la protéger.

Les faits reprochés à cette poignée de dirigeants politiques et administrative, comme l'indiquent ceux relevés ci-après, sont généralement :

- **l'absence de collaboration entre certains administratifs et les agents électoraux au niveau local ;**
- **la poursuite de la campagne sous forme d'incitation à voter oui ou non suivant les préférences sur les lieux de vote ;**
- **l'annonce publique de son vote alors que les opérations de vote poursuivent leurs cours.**

<b>CIRCONSCRIPTION</b>	<b>LOCALITE ET MANQUEMENT</b>
BUJUMBURA MAIRIE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Kiriri : l'annonce publique du Président de la République par la voix des ondes sur son vote en faveur du oui, alors que les opérations de vote étaient encore en cours.</li> <li>- L'exhibition du bulletin de vote blanc, au lieu de le détruire et de le jeter dans la poubelle, par le Président du PARENA comme pour montrer publiquement qu'il voté en faveur du non.</li> <li>- L'invitation au public faite à haute voix par un Chef de quartier à voter en faveur du non.</li> </ul>
KIRUNDO	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des députés du FRODEBU et du CNDD-FDD ont été vus en plein discussion avec les électeurs se trouvant sur les files, sans doute pour les dissuader davantage à voter suivant le mot d'ordre de leurs partis.</li> </ul>
BUJUMBURA RURAL	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Kabezi : des autorités administratives enclines à servir la position de leurs partis politiques en faveur du non au lieu de se montrer neutres.</li> </ul>
KARUSI	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Shombo : une propagande ouverte de la part des autorités administratives en faveur du oui.</li> </ul>

▪ Le comptage des voix.

En général, les opérations de comptage des voix se sont bien déroulées. Dans certaines localités, ces opérations ont été menées dans des conditions difficiles à cause des contraintes connus comme l'absence de courant et le recours aux lampes torches et à des bougies.

L'effort des agents électoraux afin de réussir les opérations de comptage des voix, ne peut pas cacher quelques actes irréguliers constatés par les observateurs indépendants dans quelques circonscriptions. C'est notamment :

- la non déclaration publique des résultats après le comptage ;
- l'absence sur le lieu du comptage des trois composantes à savoir les agents électoraux, les délégués des partis politiques et celle des observateurs indépendants au moment du comptage ;
- veiller à la sécurité des procès verbaux jusqu'à leur acheminement à l'échelon voulu.

CIRCONSCRIPTION	LOCALITE ET MANQUEMENT
MWARO	- le comptage des voix par les délégués des partis politiques à la place des agents électoraux.
KARUSI	- Buhinyuza I : seuls les observateurs indépendants étaient présents sur le lieu du comptage alors que les délégués des partis politiques étaient absents.
BURURI	- Le comptage difficile par les agents électoraux dans quelques bureaux de vote.
NGOZI	- Une gestion sans maîtrise les bulletins de vote qualifiés de nul. Considérés comme nuls dans un bureau de vote et recevables dans un autres, c'est la cas des bulletins déposés par les électeurs dans l'urne sans enveloppes.
BUJUMBURA MAIRIE	- Les difficultés éprouvées à travailler avec les lampes torches alors que l'alimentation en courant électrique est à deux pas du lieu du comptage.
GITEGA	- Ryansoro et Kibaya : des agents de vote se sont compliqués avec des calculs difficiles au point de se fatiguer et laisser passer des erreurs.

### 2.3. La phase post-référendaire.

#### ❖ Les réactions au sein des opinions diverses.

Les réactions exprimées après la publication des résultats provisoires reflétaient le point de vue connu déjà lors de la phase de la campagne. Tous les observateurs de la scène politique burundaise ont noté trois types de réactions suivant le camp du oui ou du non et dans une moindre proportion, celui mitigé dans le camp des neutres. Ainsi, dans les deux premiers camps on y trouve ceux qui n'ont pas caché leur satisfaction, ceux qui rejettent les résultats.

Pour ceux qui cautionnaient les résultats du référendum et qui se comptaient parmi la majorité des partis politiques, les opérations de vote se sont déroulées suivant les normes acceptables par tous. Les cas d'irrégularités enregistrés dans le déroulement de ces opérations ne pouvaient pas changer le cours de ces résultats. Le taux élevé de participation et les scores du « oui » (voir tableau en annexe) à travers le pays justifiant cette prise de position.

Dans le front de contestation et de refus des résultats, des voix se sont élevés pour dénoncer les cas d'irrégularités qui ont marqué le scrutin. A la tête du peloton, il y a lieu de citer le parti politique PARENA pour lequel les tricheries de tous ordres ont entaché les opérations de vote. C'est par exemple, selon le leader du PARENA, le fait d'extorquer aux électeurs le retour avec les bulletins de vote de couleur noire et de revenir sur les pratiques frauduleuses reprises dans les tableaux précédents comme les tentatives de bourrages des urnes, l'intimidation des électeurs, l'usage délibéré de l'encre indélébile défectueuse pour faciliter une votation multiple par des militants des partis FRODEBU et du CNDD, cités nommément par la direction du PARENA.

Dans le même camp du refus, le groupe de l'Accord Cadre (le Parti UPRONA sous la direction de Charles MUKASI et le mouvement PA Amasekanya de l'Ir Diomède RUTAMUCERO) ne sont pas restés indifférents aux résultats. Comme ils avaient invité les électeurs à ne pas se présenter aux bureaux de vote, ils ont affiché une attitude plutôt mitigée.

Pour quelques indépendants, l'organisation d'un référendum sur un texte fondamental déjà en vigueur n'avait pas de sens du point de vue juridique. Après le référendum, leur réaction ne s'est pas écartée de cette position, tout en prenant acte du verdict populaire.

#### ❖ Les atouts et les raisons du succès de la COSOME.

A posteriori, après l'expérience du référendum, la COSOME a puisé dans ses propres ressources pour entreprendre sa mission d'observation. Des séances d'évaluation ont été tenues par les organes concernés de la COSOME en vue de dégager les atouts exploités par cette organisation pour affronter les défis et les contraintes rencontrés sur le terrain.

C'est au cours de ces mêmes séances d'évaluation que les conclusions et les recommandations jugées pertinentes ont été formulées.

En ce qui concerne les atouts, la COSOME a estimé que ses observateurs ont fait preuve de beaucoup de qualité, de compétence, d'abnégation et de neutralité dans leur action sur le terrain.

Ces atouts sont le reflet de l'expertise des organisations membres de la COSOME travaillant dans les domaines de la promotion des droits de l'Homme, l'encadrement de la population sur le plan économique, social et religieux, la cohabitation démocratique et la lutte contre la violence. Leur sphère d'action couvrant l'ensemble du territoire national, il a été facile pour la COSOME d'actionner ses organes subsidiaires au niveau des comités provinciaux.

A côté des atouts prérappelés, bien des contraintes ont été relevées lors des séances d'évaluation. Il s'agit surtout :

- **une couverture très réduite à 5% des centres de vote correspondant au moins à 20% des bureaux de vote ;**
- **l'insuffisance des moyens logistiques et de communication ;**
- **le manque de temps matériel pour pouvoir planifier sans calendrier précis des scrutins ;**
- **la lenteur des procédures administratives au sein de certains partenaires.**

### **III. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.**

Lors des séances d'évaluation, les participants ont été unanimes pour déclarer le référendum constitutionnel du 28 février 2005 globalement libre équitable et conforme à la loi. Ils ont souligné le fait que les manquements observés, tout en les condamnant, n'avaient pas exercé une influence sensible sur les résultats publiés.

Ils ont pris la résolution d'identifier les manquements constatés, même sur un espace aussi réduit soit-il, et les présenter devant les organisateurs des scrutins en vue de leur éradication. C'est entre autre les fautes de :

- **les comportements et attitudes qui violent le secret du vote ;**
- **la propagande sur les lieux de vote et ses environs;**
- **l'indifférence des agents électoraux envers les électeurs ;**
- **le port des signes distinctifs par les membres des partis politiques sur les lieux de vote et ses environs.**

Les membres de la COSOME ont émis une série de recommandations dignes d'intérêt pour les scrutins à venir. Il s'agit :

- **pour la CENI :**
  - ✓ la vulgarisation des textes réglementaires et les procédures électorales,
  - ✓ veiller à une étroite collaboration entre tous les intervenants,
  - ✓ tirer les leçons des irrégularités consignées par les observateurs en vue des futures élections,
  - ✓ un bon système d'orientation des électeurs vers les bureaux de vote,
  - ✓ transmettre des directives en temps utiles,
  - ✓ faire respecter les procédures et les codes de conduite préalablement convenus entre les partenaires politiques,
  - ✓ envisager le comptage des voix pendant le jour,
  - ✓ une disposition moins contraignante pour les électeurs du dispositif électoral dans les bureaux de vote ;
- **pour les agents électoraux :**
  - ✓ une formation adéquate,
  - ✓ la courtoisie et l'indépendance dans l'action,
  - ✓ le port d'un badge d'identification ;
- **pour les forces de sécurité et autres agents de l'ordre :**
  - ✓ la discipline et le respect des électeurs,
  - ✓ une formation appropriée en matière de sécurité des scrutins et des bureaux de vote ;
- **pour les délégués des partis politiques :**
  - ✓ une formation préalable sur les textes de référence et les procédures électoraux,



- ✓ la discipline sur le terrain et le respect des autres partenaires électoraux présents dans les bureaux de vote ;

- **pour les observateurs indépendants :**

- ✓ une formation appropriée de tous les observateurs,
- ✓ le port des documents officiels d'accréditation et d'identification délivrés par l'autorité compétente,

## **ANNEXES**

# **I LISTE DES PARTIS POLITIQUES AGREES**

<b>No</b>	<b>SIGLE</b>	<b>Nom</b>
1	UPRONA	Unité pour le Progrès National
2	SAHWANYA-FRODEBU	Front pour la Démocratie au Burundi
3	PRP	Parti pour Réconciliation du Peuple
4	PP	Parti du peuple
5	RPB-NTURENGANYWE	Rassemblement du Peuple Burundais
6	ANADDE	Alliance Nationale pour le Droit et le Développement
7	RADDES	Ralliement pour la Démocratie et le Développement Economique et Social
8	PL	Parti Libéral
9	PSD	Parti Social Démocrate
10	PIT	Parti Indépendant des Travailleurs
11	ABASA	Alliance Burundo-Africaine du Salut
12	INKINZO	Ijambo ry'Abanyagihugu
13	PARENA	Parti pour le Redressement National
14	VERT-INTWARI	Alliance des Vaillants
15	SANGWE -PADER	Parti pour la Démocratie et la Réconciliation
16	ALIDE	Alliance Libérale pour le Développement
17	UPD	Union pour la Paix et le Développement
18	NADDEBU	Nouvelle Alliance pour la Démocratie et le Développement au Burundi
19	PAJUDE	Parti pour la Justice et le Développement
20	MRC-RURENZANGEMERO	Mouvement de Rassemblement pour la Réhabilitation du Citoyen
21	SONOVI	Société Non Violente
22	RUSANGI	Parti pour la Reconstruction de la Nation Burundaise dans le Développement Communautaire
23	PACONA-ABSANGIRAJAMBO	Parti pour la Concorde Nationale
24	PPDRR-ABAVANDIMWE	Parti pour la Paix, la Démocratie, la Réconciliation et la Reconstruction
25	PARIBU-INTAHEMANA	Parti pour le Renouveau Intégral du Burundi
26	ABAHUZA	Parti pour la Restauration de la Monarchie et le Dialogue
27	PML-ABANYAMWETE	Parti pour la Promotion et la Solidarité des Masses Laborieuses
28	CNDD-FDD	Inama y'Abanyagihugu Baharanira Demokarasi
29	KAZE-FDD	Front pour la Défense de la Démocratie
30	FNL-ICANZO ABAHUMURIZA	Front National de Libération
31	FROLINA-ABANYAMURYANGO	Front pour la Libération Nationale
32	PMP-ABAGENDERABANGA	Parti Monarchique Parlementaire
33	CNDD	Conseil National pour la Défense de la Démocratie
34	PALIFE-AGAKIZA	Parti Libérateur du Peuple Burundais
35	PIEBU-ABANYESHAKA	Parti pour l'Indépendance Economique du Burundi

## II. LISTE DES ASSOCIATIONS ET COLLECTIFS MEMBRES DE LA COSOME

N°	Sigle	Nom de l'Organisation
1	ABUCO	Association Burundaise des Consommateurs
2	CAFOB	Collectif des Associations Féminines et ONG du Burundi
3	CCOD	Conseil pour la Consolidation des ONGs de Développement
4	CECAB	Conférence des Eglises Catholiques du Burundi
5	CIRID	Centre Indépendant de Recherche et de Dialogue
6	CNEB	Conseil National des Eglises du Burundi
7	COMIBU	Communauté Islamique Musulman du Burundi
8	COR-BURUNDI	Conseil des Organisations Religieuse
9	DJDC	Dynamique des Jeunes pour les Droits Civiques
10	FIED	Forum Indépendant pour des Elections Démocratique
11	FORSC	Forum pour le Renforcement de la Société Civile
12	Ligue ITEKA	Ligue des Droits de l'Homme Iteka
13	MPB	Maison de la Presse du Burundi
14	OAG	Observatoire de l'Action Gouvernementale
15	SPPDF	Synergie des Partenaires pour la Promotion des Droits de la Femme.
16	E.L.L	Eglise Libre Luthérienne



TABLEAU SYNTHÈSE DU REFERENDUM CONSTITUTIONNEL DU 26 FÉVRIER 2005



Province	Commune	Nbre de CV	Nbre de LI	Nbre de BV	Hommes		Femmes		Total des inscrits	Total des votants	Participation (%)	OUI		NON		NULS		
					Nbre	%	Nbre	%				Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	
Chiloé	Buganda	17	21	66	14 243	50,86	13 766	49,15	28 009	22 622	80,77	21 628	96,49	495	2,19	299	1,32	
	Bulmanana	19	51	64	16 179	50,22	16 040	49,78	32 219	26 430	82,03	25 937	98,13	172	0,65	321	1,21	
	Malajy	24	28	55	12 825	51,40	12 219	48,60	25 044	24 015	95,51	23 394	97,41	276	1,15	345	1,44	
	Magina	22	22	67	16 455	51,17	15 701	48,83	32 156	28 956	90,05	28 278	97,66	347	1,20	331	1,14	
	Muam	20	39	66	18 482	50,23	16 342	49,77	34 824	31 752	91,19	31 327	98,54	193	0,61	272	0,86	
	Chiloé	16	19	59	15 717	53,46	13 682	46,54	29 399	25 624	87,14	24 205	93,73	147	0,50	471	1,62	
	Rugombo	118	180	366	82 011	51,19	87 750	48,81	179 761	159 639	88,81	154 970	97,08	2 530	1,65	2 039	1,28	
	Gleba	Buganda	23	24	67	14 602	44,11	16 504	55,89	31 106	31 142	94,07	29 643	95,19	1004	3,22	495	1,56
		Buganda	11	20	26	4 869	38,39	7 491	60,61	12 360	11 851	95,89	11 050	93,24	632	5,33	169	1,43
Buzana		16	20	35	5 917	36,33	10 371	63,67	16 288	14 018	85,89	14 680	89,89	1273	7,90	355	2,20	
Gleba		21	33	59	11 354	39,52	17 377	60,48	28 731	27 619	95,13	26 579	96,23	676	2,45	364	1,32	
Gleba		29	35	48	6 753	34,98	12 551	65,02	19 304	18 910	97,96	17 830	94,82	690	3,85	290	1,63	
Gleba		45	47	129	31 482	48,98	32 787	51,02	64 269	58 990	90,44	52 050	88,60	6022	8,65	1 018	1,75	
Gleba		18	20	44	8 778	43,43	11 436	56,57	20 214	19 616	97,04	18 315	93,37	960	4,89	341	1,74	
Gleba		25	30	56	9 679	40,45	14 250	59,55	23 929	23 707	99,07	22 297	94,05	1056	4,45	354	1,49	
Gleba		17	20	51	10 932	43,16	14 397	65,84	25 329	24 524	96,82	23 097	94,18	1093	4,42	344	1,40	
Gleba		17	19	29	5 053	39,01	7 889	60,99	12 942	13 334	102,95	11 533	88,49	1567	11,75	234	1,75	
Gleba	Marsa	17	18	33	5 465	37,46	9 123	62,54	14 588	14 177	97,18	13 653	96,30	329	2,32	195	1,38	
	Marsa	239	286	577	114 864	42,38	156 166	57,62	271 030	258 078	95,59	240 627	92,88	14 292	5,52	4 159	1,61	
Kanzu	Buganda	15	27	60	14 162	45,83	16 736	54,17	30 898	28 051	94,31	26 186	98,72	259	0,99	997	2,29	
	Buhga	15	34	52	12 827	47,74	14 044	52,26	26 871	23 342	86,87	20 026	65,79	2 387	10,23	829	3,98	
	Kanzu	12	23	44	10 047	44,31	12 828	55,69	22 875	20 797	91,67	20 303	97,67	133	0,64	351	1,69	
	Gharanla	15	28	58	13 211	45,13	16 085	54,87	29 296	27 401	93,60	26 054	95,08	740	2,70	607	2,22	
	Kanzu	7	11	30	7 129	45,44	8 559	54,56	15 688	14 236	90,74	13 770	96,73	108	0,76	398	2,51	
	Nwibere	9	15	33	8 250	45,37	9 934	54,63	18 184	17 892	98,39	17 302	97,04	248	1,39	282	1,58	
	Kanzu	10	19	33	7 802	45,05	9 512	54,94	17 314	11 405	65,87	10 814	94,82	339	2,97	252	2,21	
	Silombo	83	157	308	73 428	45,63	87 478	54,37	160 906	141 114	87,70	133 525	94,62	4 213	2,99	3 376	2,39	
	Karama	Buganda	11	44	44	10 089	44,08	12 812	55,92	22 901	22 280	97,25	21 411	96,10	613	2,75	256	1,15
Gahombo		7	22	30	7 411	44,75	9 150	55,25	16 561	15 929	96,18	14 453	90,73	1 225	7,69	251	1,58	
Gara		15	42	54	12 111	44,86	14 829	55,14	26 940	26 311	97,67	25 026	96,12	932	3,54	353	1,34	
Kalere		13	47	49	11 758	47,28	13 113	52,72	24 871	24 449	98,30	23 942	97,93	241	0,99	266	1,09	
Karama		17	65	76	20 240	48,86	21 097	51,14	41 337	38 005	91,94	35 305	95,11	1 210	3,29	590	1,60	
Malombo		16	48	53	12 299	43,26	16 132	56,74	28 431	24 797	87,22	22 995	92,75	1 387	5,99	412	1,66	
Karama		9	46	49	12 193	44,87	14 919	55,13	27 112	21 887	81,10	20 710	94,19	1 087	4,94	190	0,86	
Muhanga		10	38	45	11 440	46,92	12 992	53,08	24 432	23 768	97,28	22 602	94,67	806	3,39	400	1,54	
Murua		11	55	59	12 618	40,43	18 591	59,57	31 209	29 329	93,98	26 028	88,74	2 527	8,62	774	2,64	
Rango		109	407	439	110 169	45,19	133 635	54,81	243 804	225 655	92,56	212 075	93,88	10 028	4,44	3 652	1,57	



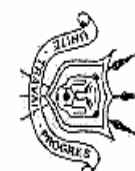
TABLEAU SYNTHÈSE DU REFERENDUM CONSTITUTIONNEL DU 26 FEVRIER 2005



Province	Commune	Nbre de CV	Nbre de U	Nbre de BV	Hommes		Femmes		Total des inscrits	Total des votants	Participation (%)	OUI		NON		NULS	
					Nbre	%	Nbre	%				Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Bubanza	Bubanza	19	28	64	16 575	50,52	16 232	49,48	32 807	29 243	89,14	27 765	84,95	1 020	3,49	458	1,57
Bubanza	Ghanga	12	28	44	12 530	59,00	8 707	41,00	21 237	19 567	92,09	17 175	87,82	1 977	10,11	405	2,07
Bubanza	Mpanda	15	18	45	11 650	51,44	11 009	48,56	22 659	20 925	92,31	20 157	96,33	342	1,63	426	2,04
Bubanza	Musibail	17	32	61	17 139	53,18	15 092	46,82	32 231	28 409	88,14	27 331	99,32	164	0,58	314	1,11
Bubanza	Rupazi	9	22	45	13 616	56,11	10 692	43,89	24 308	20 109	82,86	19 147	95,22	582	2,89	380	1,89
		72	123	259	71 520	53,69	61 692	46,31	133 212	118 243	88,76	112 175	94,87	4 065	3,45	1 983	1,68
Bulumbura Rural	Isale	18	37	57	13 225	46,44	15 253	53,56	28 478	26 652	93,59	25 633	86,18	449	1,69	570	2,14
Bulumbura Rural	Kabezi	10	26	37	10 033	51,83	9 323	48,17	19 356	17 810	92,01	16 801	94,80	585	3,17	344	1,93
Bulumbura Rural	Kanyosha	21	23	63	15 125	48,51	16 056	51,49	31 181	27 922	89,62	26 477	96,91	415	1,52	430	1,67
Bulumbura Rural	Mubindi	4	16	30	8 580	50,54	8 398	49,46	16 978	15 827	93,22	15 400	97,30	162	1,02	265	1,67
Bulumbura Rural	Mugomomanga	16	18	25	4 760	44,92	5 897	55,08	10 657	9 834	92,80	4 408	44,83	5 108	51,92	319	3,24
Bulumbura Rural	Muhya	12	29	48	12 714	49,71	12 864	50,29	25 578	18 581	72,84	17 439	93,85	814	4,38	326	1,77
Bulumbura Rural	Mukike	10	11	20	4 301	48,98	4 593	51,42	8 894	8 028	90,67	5 122	63,80	2 593	31,95	378	4,65
Bulumbura Rural	Murumbu	18	18	36	7 628	46,37	8 924	53,63	16 552	15 962	97,02	15 367	96,27	384	2,41	211	1,32
Bulumbura Rural	Mutimbuzi	23	46	71	18 720	59,15	12 927	40,85	31 647	25 191	79,60	23 363	92,82	1 240	4,92	568	2,25
Bulumbura Rural	Mugarama	16	17	29	6 474	52,30	5 805	47,70	12 379	11 147	90,05	10 109	90,69	808	7,25	230	2,05
Bulumbura Rural	Nyabiraba	12	20	35	7 757	47,19	8 681	52,81	16 438	15 440	93,93	14 568	94,48	505	3,27	347	2,25
		160	253	452	109 317	50,16	108 621	49,84	217 938	191 784	88,00	174 828	81,15	12 861	6,77	3 985	2,08
Bururi	Burambi	15	25	42	10 531	50,59	10 287	49,41	20 818	18 534	89,03	15 185	81,93	2 943	15,89	408	2,19
Bururi	Bururi	27	47	70	16 241	49,25	16 736	50,75	32 979	28 991	87,91	23 404	80,73	4 396	15,16	1 181	4,11
Bururi	Buvungero	13	22	43	11 557	51,62	10 643	49,38	22 000	20 799	94,54	18 890	90,77	1 527	7,34	392	1,86
Bururi	Matene	8	21	32	6 350	48,41	6 699	51,59	12 249	14 865	86,87	11 034	73,63	3 608	24,08	343	2,29
Bururi	Mugamba	16	41	48	10 692	46,27	12 928	54,73	23 620	22 058	93,36	9 023	40,91	11 836	53,66	1 197	6,43
Bururi	Rumonge	28	42	120	37 181	59,32	26 577	41,68	63 758	62 089	97,40	48 149	94,36	2 292	4,40	648	1,24
Bururi	Rulovu	15	27	33	6 612	45,71	7 854	54,29	14 466	14 155	97,85	10 911	77,08	2 920	19,92	424	3,00
Bururi	Songa	20	22	41	8 507	45,85	10 048	54,15	18 555	17 414	93,85	14 582	83,74	2 361	13,58	471	2,70
Bururi	Vyanda	13	18	24	4 970	47,68	5 454	52,32	10 424	9 362	89,72	6 552	70,06	2 541	27,17	259	2,77
		155	265	453	114 441	51,12	109 428	48,88	223 869	198 375	88,61	158 720	80,01	34 324	17,30	5 331	2,69
Cankuzo	Cankuzo	18	21	40	8 998	49,16	9 305	50,84	18 304	17 214	94,05	14 820	86,09	1 841	10,69	563	3,21
Cankuzo	Candaburu	11	18	22	5 138	47,96	5 576	52,04	10 714	10 288	96,12	9 770	94,87	350	3,40	178	1,73
Cankuzo	Gisagara	9	23	36	8 053	47,69	8 930	52,31	16 983	17 543	92,41	15 366	87,59	1 596	9,04	591	3,37
Cankuzo	Kiamba	7	14	26	6 832	49,62	6 938	50,38	13 768	12 910	93,77	11 118	86,12	1 355	10,50	437	3,38
Cankuzo	Mishiba	7	12	27	6 945	49,76	7 011	50,24	13 956	12 910	92,51	11 581	89,71	812	6,29	517	4,00
		52	86	161	38 667	48,82	39 758	51,18	78 425	70 875	90,50	62 655	88,40	5 944	8,39	2 276	3,21



TABLEAU SYNTHÈSE DU REFERENDUM CONSTITUTIONNEL DU 28 FEVRIER 2005



Province	Commune	Nbre de CV	Nbre de LI	Nbre de BV	Hommes		Femmes		Total des inscrits	Total des votants	Participation (%)	DUI		NON		NULS	
					Nbre	%	Nbre	%				Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Nioki	Boumba	35	35	60	12 348	46,60	14 190	53,40	26 538	26 538	96,71	24 609	96,09	436	2,48	291	1,14
	Gashikarwa	18	24	48	10 222	45,17	12 408	54,83	22 631	21 341	94,20	19 615	92,87	1 223	5,73	298	1,40
	Kienba	25	46	69	13 916	45,67	19 011	54,33	32 927	30 856	93,44	28 104	95,28	1 058	3,43	394	1,28
	Mendouba	34	34	63	13 213	47,33	14 765	52,67	27 978	27 924	100,02	26 720	95,69	909	3,43	245	0,88
	Mandouba	23	29	56	11 799	45,97	13 667	54,03	25 466	22 566	87,92	21 249	94,17	1 109	4,91	208	0,92
	Nioki	27	46	95	24 492	48,90	24 687	50,10	49 179	40 748	82,83	36 599	90,06	3 181	7,83	658	2,11
	Nioki	20	20	48	10 726	47,25	11 873	52,75	22 599	21 295	93,77	20 303	92,03	994	4,89	169	0,76
	Nioki	30	35	66	10 704	43,21	14 068	56,79	24 773	23 406	94,61	19 504	85,11	3 175	13,52	322	1,37
	Nioki	26	44	63	13 450	45,00	16 095	54,00	29 545	28 400	96,13	26 838	95,12	1 110	3,94	251	0,85
	Nioki	241	311	556	122 911	46,60	140 868	53,40	263 779	242 031	91,76	220 322	92,61	12 682	6,24	3 027	1,25
Nioki	Boumba	9	10	25	7 205	55,24	5 637	44,76	12 842	11 639	89,94	10 618	87,80	1 076	9,24	344	2,99
	Boumba	22	32	59	13 039	46,68	14 305	51,34	27 344	25 659	93,83	24 720	96,34	324	1,26	616	2,40
	Boumba	19	26	35	7 357	48,12	8 585	53,86	15 942	13 728	86,05	12 333	89,94	1 133	9,25	262	1,91
	Boumba	16	32	40	8 297	46,54	9 923	54,46	18 220	16 758	92,14	14 095	88,22	1 558	9,27	337	2,01
	Boumba	15	26	41	8 758	44,39	10 913	55,61	19 671	16 120	81,66	14 506	81,92	1 166	6,16	348	1,82
	Boumba	21	37	47	10 212	44,23	10 961	51,77	21 173	18 661	88,09	16 149	85,62	2 252	12,10	431	2,39
	Boumba	163	163	247	55 418	47,75	60 620	52,24	116 038	104 795	90,31	94 971	90,63	7 487	7,14	2 337	2,23
	Boumba	14	29	42	10 184	46,42	11 756	53,58	21 940	20 567	93,74	19 638	95,48	408	2,28	461	2,24
	Boumba	14	19	26	5 913	46,19	6 869	53,81	12 782	11 690	91,09	10 973	94,11	402	4,22	155	1,67
	Boumba	9	25	28	6 436	46,64	7 367	53,36	13 803	12 374	89,61	12 507	94,26	500	3,74	267	2,00
Nioki	Boumba	23	35	65	14 913	47,89	16 232	52,11	31 145	29 564	95,21	28 016	93,84	353	1,19	555	1,89
	Boumba	17	22	44	13 262	66,01	8 226	40,69	21 488	18 506	86,12	16 273	89,24	352	1,95	304	1,80
	Boumba	15	18	39	9 490	48,35	8 896	47,05	18 386	16 487	90,35	14 052	87,65	1 711	9,42	264	1,43
	Boumba	19	44	63	10 493	50,14	10 376	49,86	20 869	16 748	80,30	16 149	87,54	1 071	6,62	274	1,65
	Boumba	102	188	288	70 653	49,62	71 741	50,38	142 394	130 095	91,36	123 300	94,78	3 927	3,02	2 580	2,00
Nioki	Boumba	14	17	24	5 831	47,60	5 059	42,50	10 891	9 905	90,91	8 641	90,50	638	6,59	229	2,41
	Boumba	4	14	18	23 695	71,04	9 659	28,95	33 354	28 474	85,37	23 221	91,16	1 789	7,02	464	1,82
	Boumba	4	13	13	17 774	71,40	7 118	28,60	24 892	19 691	79,07	14 654	74,45	4 134	21,01	693	4,54
	Boumba	6	21	32	10 172	59,01	7 066	40,99	17 238	12 225	70,92	7 177	59,71	4 280	34,85	798	8,45
	Boumba	5	12	18	14 080	68,26	6 823	31,74	20 903	17 594	84,18	13 049	77,96	3 284	19,82	551	3,20
	Boumba	3	19	26	13 546	63,46	7 799	36,54	21 345	18 950	88,82	16 359	90,61	312	2,20	202	1,15
	Boumba	7	12	19	10 200	58,77	10 200	51,23	20 400	18 019	88,33	16 747	86,95	1 796	9,39	408	2,56
	Boumba	0	26	42	13 429	58,05	9 706	41,95	23 135	19 671	85,03	17 340	82,87	1 022	5,47	309	1,05
	Boumba	4	7	11	7 813	67,44	3 772	32,56	11 585	6 670	57,66	4 063	44,57	3 150	35,29	272	3,07
	Boumba	5	20	45	18 151	79,47	7 654	29,51	25 805	20 334	78,78	19 063	85,45	1 055	5,49	549	2,59
Nioki	Boumba	4	14	14	14 027	73,21	5 559	27,79	19 586	18 426	93,82	13 762	70,84	6 753	48,14	742	5,39
	Boumba	4	10	14	9 820	68,99	4 408	33,01	14 228	12 027	84,51	8 123	64,89	5 539	46,02	612	5,05
	Boumba	8	9	12	12 555	75,96	4 014	23,02	16 569	13 395	80,37	9 477	70,74	5 435	29,70	475	3,55
	Boumba	66	207	478	177 492	95,55	89 207	33,45	266 699	207 409	77,77	154 452	74,16	45 817	22,09	7 150	3,45







TABLEAU SYNTHÈSE DU REFERENDUM CONSTITUTIONNEL DU 28 FEVRIER 2005



Province	Commune	Nbre de CV	Nbre de LI	Nbre de BV	Hommes		Femmes		Total des Inscrits	Total des votants	Participation (%)	OUI		NON		NULS	
					Nbre	%	Nbre	%				Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Ambassades	Canada	11	11	11	317	57,95	230	42,05	547	377	68,92	279	74,01	99	25,99	0	0,00
Ambassades	Etas-unis	2	2	2	46	56,79	35	43,21	81	54	66,67	40	74,07	14	25,93	0	0,00
Ambassades	Belgique	1	1	1	205	62,69	122	37,31	327	217	66,36	162	74,65	55	25,35	0	0,00
Ambassades	France	1	1	1	100	62,11	61	37,89	161	83	54,66	55	62,50	33	37,50	0	0,00
Ambassades	Allemagne	1	1	1	24	70,59	10	29,41	34	17	50,00	14	82,35	3	17,65	0	0,00
Ambassades	Italie	1	1	1	65	64,39	47	35,61	132	105	79,55	96	91,43	9	8,57	0	0,00
Ambassades	Chine	1	1	1	50	73,53	18	26,47	68	62	91,18	29	48,77	33	53,23	0	0,00
Ambassades	Kenya	1	1	1	94	62,25	57	37,75	151	107	70,86	88	82,24	19	17,78	0	0,00
Ambassades	Rwanda	1	1	1	78	54,93	64	45,07	142	108	76,06	64	59,26	44	40,74	0	0,00
Ambassades	Ouganda	1	1	1	211	70,33	89	29,67	300	216	72,00	152	70,37	64	29,63	0	0,00
Ambassades	Rwanda	1	1	1	1495	65,37	792	34,63	2287	1707	74,94	1597	99,41	10	0,59	0	0,00
Ambassades	Tanzanie	2	2	2	16	61,54	10	39,46	26	15	57,69	7	46,67	6	40,00	2	13,33
Ambassades	Afrique Du Sud	1	1	1	36	65,37	6	14,83	41	16	39,02	16	100,00	0	0,00	0	0,00
Ambassades	Lybie	1	1	1	32	62,05	7	17,85	39	33	84,62	32	96,87	1	3,03	0	0,00
Ambassades	Russie	2	2	2	40	49,38	41	50,62	81	64	79,01	32	50,00	31	48,44	1	1,56
Ambassades	Suisse	1	1	1	12	60,00	8	40,00	20	14	70,00	8	57,14	6	42,86	0	0,00
Ambassades	Ethiopie	30	30	33	2840	64,01	1597	35,99	4437	3200	72,12	2771	85,59	426	13,31	3	0,09
TOTAL NATIONAL																	
		2 116	3 520	6 322	1 549 244	49,32	1 581 723	50,68	3 140 967	2 821 045	89,81	2 540 184	90,04	221 889	7,87	58 882	2,09

